



Global
Landscapes
Forum

RESTAURATION DES PAYSAGES D'AFRIQUE : INTENSIFIER L'ACTION À TOUS LES NIVEAUX

Conférence régionale du Forum
mondial sur les paysages (GLF)

29 - 30 octobre 2019
Accra, Ghana

Objectifs prioritaires

- **Faire le point avec les pays et les principales parties prenantes** sur les avancées des objectifs de restauration du Défi de Bonn, de la déclaration de New York sur les forêts et de l'initiative AFR-100.
- **Exposer les initiatives de restauration menées avec succès par les communautés**, ainsi que les politiques, les mesures incitatives et les partenariats qui ont contribué à leur réussite.
- **Examiner les initiatives de restauration des paysages forestiers qui ont réussi à associer l'écologie, les droits des hommes, des femmes et des jeunes ainsi que les pratiques de gestion des terres par les communautés**, intéressantes du point de vue des enseignements tirés en foresterie, agroforesterie et en agriculture et qui génèrent des co-bénéfices sociaux et écologiques.
- **Mettre en lumière les approches efficaces qui favorisent** la sécurité du régime foncier, qui améliorent les mécanismes d'incitations et l'accès aux chaînes d'approvisionnement de production durable du cacao, du café, du karité et d'autres produits, qui apportent un soutien technique et permettent d'accéder aux marchés et aux financements.
- **Coordonner et renforcer les soutiens internationaux, nationaux et privés** en faveur de la restauration des paysages forestiers.

Forum mondial sur les paysages

Le Forum mondial sur les paysages (*Global Landscapes Forum*, GLF) est la plus grande plateforme de connaissances mondiale consacrée à l'approche intégrée de l'utilisation des terres, dédiée à la réalisation des Objectifs de Développement Durable et de l'Accord de Paris sur le climat. Le Forum a adopté une approche holistique dans le but de créer des paysages durables, à la fois productifs, prospères, équitables et résilients et a choisi pour ce faire cinq thèmes interdépendants qui sont l'alimentation et les moyens de subsistance, la restauration des paysages, les droits, le financement et la mesure du progrès. Il est dirigé par le Centre de recherche forestière internationale (CIFOR), en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Banque mondiale qui en sont les cofondateurs, ainsi que les membres signataires de la charte.

Membres signataires de la charte : CIRAD, CIFOR, Climate Focus, Conservation International, Ecoagriculture Partners, EFI, Evergreen Agriculture, FSC, FEM, IPMG, CIAT, ICIMOD, IFOAM-Organics International, INBAR, IUFRO, Rainforest Alliance, Rare, RRI, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Wageningen Centre for Development Innovation, un département de Wageningen Research, ICRAF, WRI, WWF Allemagne, l'initiative Youth in Landscapes et le Groupe de la Banque mondiale.

Partenaires financiers



La restauration des paysages est définie comme étant « un processus planifié visant à regagner l'intégrité écologique et à améliorer le bien-être humain dans les paysages déforestés ou dégradés ». Par exemple, les initiatives de restauration des paysages forestiers (RPF) sont intégrées aux politiques forestières nationales et internationales et sont menées par des engagements volontaires nationaux et du secteur privé. Le Défi de Bonn et la déclaration des Nations Unies sur les forêts ont suscité des engagements à restaurer environ 350 millions d'hectares d'ici 2030. Il est essentiel de souligner que le reboisement technocratique imposé en haut lieu et axé sur les monocultures est exclu du cadre des RPF tel qu'il est défini par le Défi de Bonn et par plus de 40 pays qui ont pris l'engagement de relever ce défi de la restauration forestière. Les efforts de restauration des paysages dégradés doivent plutôt se focaliser sur l'amélioration du niveau de vie et des moyens de subsistance des habitants qui vivent et travaillent dans les forêts et les paysages forestiers, notamment dans les pays du Sud.

Les débats sur la restauration à l'échelle mondiale ont été jusqu'à maintenant largement consacrés à la restauration des terres boisées dégradées. Plusieurs raisons expliquent cet intérêt particulier, mais principalement le lien étroit qui unit le reboisement et la réalisation des objectifs mondiaux

en matière de lutte contre le changement climatique. Cependant, la restauration doit considérer les paysages sous un angle holistique, tenant compte des diverses utilisations des terres - forêts, agriculture et élevage, entre autres - et des conséquences des décisions relatives à l'affectation des terres, des besoins de subsistance, des facteurs macroéconomiques et des décisions politiques sur le profil social et écologique des paysages à différentes échelles. À ce titre, la **Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes** permettra de veiller à ce que tous les paysages soient inscrits dans les priorités de restauration mondiales et nationales.

La mise en œuvre d'initiatives de restauration répondant à la fois à des objectifs écologiques et sociaux se heurte à de nombreuses difficultés. Par exemple, la communication d'un secteur à l'autre n'est pas toujours parfaite, l'information attendue est souvent envoyée de manière asymétrique, les chaînes d'approvisionnement sont à la fois fragmentées et inaccessibles aux petits producteurs de produits forestiers. D'après les retours d'expérience d'initiatives RPF, les paiements pour services environnementaux (PES) parviennent rarement aux destinataires prévus à l'échelon local, ou alors les versements demeurent insuffisants pour compenser les moyens de subsistance tirés d'une exploitation





moins durable des ressources. Pour les investisseurs privés, le reboisement commercial représente l'alternative privilégiée, le financement des services écosystémiques à l'échelle du paysage n'étant que très récent. De plus, les petits exploitants ne disposent que d'un accès limité aux financements et les grandes entreprises renâclent à prendre le risque de planter des essences indigènes, ou de se lancer dans la gestion de rotations plus longues. Pour atteindre les objectifs de restauration fixés, la RPF doit gagner en envergure car les difficultés qui empêchent d'atteindre ces économies d'échelle constituent des freins pour de nombreux investisseurs potentiels.

Pour lever ces freins et un certain nombre d'autres obstacles, il faut peut-être que les pouvoirs publics et les investisseurs envisagent davantage sur le long terme la sécurité du régime foncier, l'accès aux financements et la création d'emplois et de moyens d'existence en corrélation avec les marchés des matières premières produites durablement. Les communautés réagiront favorablement aux réformes juridiques et institutionnelles, au renforcement des capacités, aux paiements pour services environnementaux équitables et aux capitaux patients qui leur permettront de se saisir de la gestion durable de leurs ressources locales. Les investissements privés et publics qui aident les petits producteurs de cacao en Afrique de l'Ouest à

adopter des pratiques forestières et d'utilisation des terres durables nous montrent à quel point les mesures incitatives de marché assujetties à des normes de durabilité peuvent modifier en profondeur les filières des matières premières sur les plans social et écologique. Pour une transformation de grande ampleur du côté des exploitants et des communautés, la portée des réformes doit être ambitieuse et proposer des actions décisives, concertées et sur le long terme.

Ce qui fait bien trop souvent défaut aux plans et stratégies RPF, c'est la reconnaissance des actions menées par les populations au niveau local pour préserver et gérer leurs ressources durablement, ou pour restaurer les terres et les forêts dégradées au travers d'initiatives réalisées grâce à la main-d'œuvre et à l'argent épargné localement. En dépit d'un degré élevé de pauvreté et d'un accès limité aux financements et aux marchés, les communautés s'impliquent de longue date dans la gestion des ressources et diverses formes de restauration. En s'inspirant des facteurs de réussite de certaines initiatives locales abouties, et par la compréhension des priorités et des pratiques locales, les programmes conçus par les pays et les donateurs peuvent potentiellement renforcer les réalisations des populations locales, et les reconnaître à leur juste valeur.





Thèmes possibles pour les débats :

- **Exposé des observations dégagées de la planification de la restauration.**

L'UICN, la FAO et AFR-100 ont collaboré, entre autres, avec des gouvernements nationaux et des communautés locales en Afrique, Asie et Amérique latine dans le but d'évaluer les contraintes et les opportunités de restauration dans de nombreux contextes. Qu'avons-nous appris sur le rôle et l'importance relative des conditions biophysiques, des marchés, du régime foncier, de la gouvernance, des financements et des autres facteurs qui contribuent à une restauration réussie ? Que savons-nous des bonnes pratiques de planification participative de la restauration ?

- **Les enseignements tirés des collaborations réussies entre petits exploitants et secteur privé.**

Les communautés locales et les exploitations familiales utilisent et gèrent les forêts et les écosystèmes locaux pour répondre à tout un éventail d'objectifs, mais principalement pour en tirer leurs moyens de subsistance et leur source de revenu. Les petits producteurs de café et de cacao savent que leurs exploitations sont plus productives lorsque les services écosystémiques fournis par les forêts sont préservés et protégés. Lorsque

les acheteurs de tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement incitent à la bonne intendance de la forêt en aidant les petits producteurs à adopter des pratiques durables, tout le monde y gagne. Quels sont les critères d'un partenariat réussi entre les communautés, les gouvernements et le secteur privé qui favorisent un niveau de vie meilleur et une utilisation durable des paysages ?

- **L'alliance de l'écologie et de la communauté pour des co-bénéfices sociaux et écologiques notables.**

Quels sont les organisations en matière de foresterie, d'agroforesterie et d'exploitation des terres agricoles qui ont contribué à la réalisation d'objectifs sociaux et de subsistance ? Dans quelle mesure les droits sur les terres et les ressources et la sécurité du régime foncier ont-ils permis aux communautés d'investir dans des pratiques durables d'utilisation des terres ? Les femmes et les jeunes sont souvent dépourvus de droits sur les terres et les ressources naturelles ; ils dépendent de leurs pères, frères et maris pour y accéder. Comment les femmes et les jeunes font-ils valoir leurs droits ? S'acquittent-ils de leurs obligations vis-à-vis de leur communauté en prenant part aux décisions relevant de la restauration ? Les panels présenteront des études de cas d'initiatives qui débouchent sur des réalisations fortes et à grande échelle sur les plans sociaux et environnementaux.



- **Point sur l'avancée de la restauration.**

Les pays, partenaires régionaux et ONG internationales seront conviés à présenter un état des lieux des progrès accomplis vers les objectifs de restauration et à apporter leurs idées sur ce qu'il convient de faire pour changer de cap le cas échéant.

- **Les connaissances scientifiques du terrain.**

Les scientifiques des universités et des centres de recherches installés tant dans le nord que dans le sud présenteront les conclusions de leurs travaux sur les facteurs qui influencent l'adhésion des communautés aux investissements de restauration, en

particulier la sécurité du régime foncier, une gouvernance efficace, des retours et des avantages financiers, ainsi que d'autres éléments.

- **La vision de la jeunesse à l'horizon 2030.**

La nouvelle Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes peut porter un message d'espoir, d'action et d'ouverture du champ des possibles pour ceux qui espèrent un travail convenable. Mécanismes et dialogues pour recueillir les aspirations de la jeunesse sur l'action climatique, la restauration et les écosystèmes.

Résultats visés

Les résultats attendus incluent :

- **Un examen impartial des progrès et des objectifs de restauration :**

Les porteurs d'initiatives de restauration dans le monde seront invités à présenter un bilan de leurs avancées par rapport à l'objectif de restauration d'ici 2030 des 350 millions d'hectares du Défi de Bonn, des difficultés rencontrées et de ce qu'il manque pour les contourner et accélérer sa mise en œuvre. De manière analogue, les responsables des grandes entreprises et des associations du secteur privé présenteront les progrès réalisés sur les engagements zéro-déforestation et leurs contributions à la promotion d'une gouvernance durable des chaînes d'approvisionnement à l'échelle de la planète. Le GLF permettra de rendre compte d'une étude qu'il a commandé, portant sur les progrès dans la réalisation des objectifs du Défi de Bonn et d'autres projets de restauration, par région et par pays partenaire. Cette étude livrera des réflexions d'experts sur les enseignements tirés de la mise en œuvre de la restauration.

- **Une restauration animée par la base :**

Les signataires du Défi de Bonn visent l'amélioration du niveau de vie et des moyens de subsistance des

communautés autochtones et locales, tout en encourageant une utilisation durable des forêts et des écosystèmes. Les responsables de la restauration au niveau local partageront leur expérience sur l'évolution des pratiques d'utilisation des terres et sur l'attraction d'entreprises durables, ainsi que sur la levée de fonds internationaux et nationaux et la mobilisation d'une assistance technique. Les participants auront l'occasion de rencontrer de nouveaux partenaires potentiels ou de retourner dans leur pays avec des idées neuves qui leur permettront d'apporter leur soutien aux responsables des communautés locales.

- **Les bonnes pratiques de planification et de mise en œuvre de la restauration :**

Plusieurs versions de la méthodologie d'évaluation des opportunités de restauration des paysages (MEOR) et d'autres outils de planification sont utilisés par les organisations nationales et internationales pour comprendre les opportunités et les difficultés d'investissement liés à la restauration. Les participants apprendront comment ces outils peuvent les aider à identifier les obstacles et à leur trouver des solutions pratiques, techniques et financières grâce à des connaissances tirées de données factuelles.



Date et lieu de l'édition 2019

Le GLF Accra se tiendra du **29 au 30 octobre 2019** à l'International Conference Center d'Accra. Plus de 800 visiteurs sont attendus sur place et des dizaines de milliers d'autres personnes participeront à l'événement en ligne, y compris aux activités proposées avant et après ces deux jours.

Événements préliminaires à la conférence

Youth in Landscapes Camp : Programme immersif des futurs leaders

Face aux nombreux problèmes qui s'imposent actuellement à l'échelle mondiale, les meilleures solutions sont souvent trouvées, élaborées et mises en œuvre au niveau local. Dans les mouvements qui se lèvent pour surmonter ces défis planétaires, la jeunesse endosse un rôle croissant. C'est pourquoi le GLF et l'initiative Youth in Landscapes (YIL) organiseront une rencontre de cinq jours, « Camp Landscape », pour nourrir les esprits, les cœurs et consolider les aptitudes de ces futurs dirigeants. Le programme qui précèdera le GLF Accra 2019 rassemblera des jeunes gens qui œuvrent au changement. Venant du monde entier, mais aussi des communautés locales du Ghana, ils partageront leurs vécus et leurs expériences. Un regard analytique sera porté sur une communauté locale ayant réussi à atteindre ses objectifs d'un paysage plus durable. Tout au long de cette rencontre, des ateliers interactifs, des activités renforçant l'esprit de communauté et les échanges avec des parties prenantes essentielles inspireront et inciteront ces jeunes participants à devenir des acteurs de premier plan dans leur pays.

Acquisition de connaissances

Ni monologues fastidieux, ni présentations PowerPoint à rallonge au GLF Accra 2019, mais des activités d'acquisition de connaissances dédiées qui porteront sur des engagements entre personnes. Le GLF proposera également un programme de formation, « Right2Place », qui permettra aux participants d'acquérir les dernières informations sélectionnées en matière de droit, restauration et concernant les sites appropriés. Les activités de formation organisées par le GLF offriront aux participants une foule de points de vue et de connaissances dans le cadre de séances

consacrées à la restauration et à la gouvernance des paysages, au dialogue multipartite, aux paysages culturels et bien d'autres thèmes encore.

Communication

Plateforme de communication scientifique parmi les plus abouties au monde, le GLF exploitera sa présence sur de nombreux médias pour attirer l'attention internationale et nationale sur l'événement.

Une campagne de promotion digitale présentera les intervenants, les contenus et les thèmes avant, pendant et après le forum et relatera entre autres les actualités et les recherches récentes, ainsi que les interviews vidéo des personnalités incontournables. Notre tout nouveau portail d'actualité GLF, *Landscape News*, couvrira avec son équipe internationale de journalistes les thèmes clés et les débats, présentera des interviews de décideurs majeurs, et médiatisera l'événement par-delà les frontières. Les publications et les récits captivants postés sur les réseaux sociaux seront traduits dans plusieurs langues pour toucher des milliers de personnes.

Les séances de la conférence seront diffusées en direct grâce à Digital Edition et les organisateurs et modérateurs virtuels guideront les débats dans les salons de discussion et lors des séances numériques en streaming. La conférence et la campagne préalable de trois mois ciblent des centaines de supports média et des millions de personnes intéressées à travers le monde.

Nos partenaires sont indispensables à l'aboutissement des efforts de communication et contribuent à leur réussite par le partage de leurs connaissances et leurs contenus sur l'ensemble de la plateforme du GLF. Veuillez voir ci-dessous les modalités de participation.

Comment y participer

Vous pouvez participer au GLF Accra 2019 de plusieurs façons, au travers de nos séances interactives, nos expositions, nos forums de discussion en ligne ou en vivant des expériences numériques à la journée où que vous soyez dans le monde.

Séance interactive

Prenez part aux échanges sur la durabilité au cours de débats de fond enregistrés et diffusés en direct. Dialoguez avec un public de plus de 300 personnes présentes sur place et des milliers d'autres en ligne et profitez de toutes les plateformes et médias sociaux du GLF pour relayer vos travaux. Le coût de l'organisation d'une séance interactive est de **11 500 USD (10 000 EUR)**.



Petits espaces dédiés à Accra

Réservez votre espace et consacrez-le à l'échange de connaissances et au renforcement de votre réseau sur des thèmes spécifiques - vous en disposerez pendant toute une journée pour tirer parti du GLF au maximum. Le coût de réservation d'un espace dédié est de *1 700 USD (1 500 EUR)*.

Sommets numériques

Bien plus que de simples webinaires, ces débats diffusés en direct et en streaming vous offrent l'opportunité de communiquer avec des influenceurs et de vous joindre à différentes communautés de pratique pour évoquer les dernières thématiques paysagères.

Réseautage structuré

Rejoignez des débats guidés sur des problématiques clés entre des parties prenantes qui ne se seraient jamais rencontrées s'il n'y avait pas eu le Forum.

Communication

Faites part de votre propre expérience, partagez votre histoire de façon innovante sur les médias sociaux, en vidéo ou à l'aide d'une infographie. La plateforme GLF est ouverte pour diffuser les solutions porteuses d'un avenir durable. Impliquez-vous en publiant votre contenu sur la plateforme GLF ou en contactant le comité de communication.

Pour toute information relative au comité de communication du GLF, veuillez contacter **Melissa Angel (m.kayeangel@cgiar.org)**, coordinatrice de la communication du GLF.

Parrainage des conférences du GLF

En parrainant le GLF, votre entreprise ou organisation soutiendra le plus grand forum du monde consacré au développement et à l'utilisation durables des terres. Votre marque sera associée à un mouvement qui a atteint plus de 230 millions de personnes ces six dernières années au travers des réseaux sociaux. Plus de 4 400 organisations, gouvernements, universités, grandes entreprises et groupes communautaires y ont participé et 180 000 personnes de 185 pays ont assisté à des conférences du GLF. Les participants et les membres du GLF sont les chefs de files d'aujourd'hui et de demain. Les programmes pour la jeunesse élaborés par le GLF ont déjà eu une influence directe sur plus de 50 000 jeunes de moins de 35 ans. Les médias traditionnels ont atteint plus de 250 millions de personnes, car 4 600 journaux, télévisions et radios couvrent le GLF dans le monde.

Partenariat avec le GLF

La collaboration est au cœur des efforts du GLF qui cherche à accélérer la transition d'un engagement de court terme vers la perspective d'un partenariat de long terme ayant un effet durable sur les écosystèmes. L'objet d'un partenariat avec le GLF inclut la mobilisation des dirigeants mondiaux, des scientifiques, des décideurs politiques, des médias internationaux, des secteurs privés et financiers, des communautés autochtones, des groupes de jeunes et de femmes afin d'accélérer l'action en faveur de paysages résilients face au climat, équitables, prospères et productifs. Il implique également la création d'une communauté de pratique permettant de cerner et d'affronter les grandes problématiques climatiques tout en développant les talents au travers de nombreuses opportunités de transfert de connaissances.

La plateforme de réseautage du GLF est judicieusement positionnée pour influencer et guider l'investissement traditionnel et la promotion d'une direction éclairée, des bonnes pratiques et d'un engagement actif dont l'aboutissement sera une évolution positive des situations.

Pour toute information concernant les parrainages et les partenariats avec le GLF, dont la charte du GLF et les offres de parrainage du GLF, veuillez contacter directement **John Colmey (j.colmey@cgiar.org)**, directeur général du GLF.





Photos intérieures par Ollivier Girard/CIFOR, Patrick Sheperd/CIFOR, Mokhamad Edliadi/CIFOR



**Global
Landscapes
Forum**

Le Forum mondial sur les paysages (*Global Landscapes Forum*, GLF) est la plus grande plateforme de connaissances mondiale consacrée à l'approche intégrée de l'utilisation des terres, dédiée à la réalisation des Objectifs de Développement Durable et de l'Accord de Paris sur le climat. Le Forum a adopté une approche holistique dans le but de créer des paysages durables, à la fois productifs, prospères, équitables et résilients et a choisi pour se faire cinq thèmes interdépendants qui sont l'alimentation et les moyens de subsistance, la restauration des paysages, les droits, le financement et la mesure du progrès. Il est organisé par le Centre de recherche forestière internationale (CIFOR), en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Banque mondiale, ainsi que ses membres fondateurs.

Rejoignez le GLF en ligne !

#ThinkLandscape | #GLFAccra2019

globallandscapesforum.org | news.globallandscapesforum.org

 @GlobalLF

 [globallandscapesforum](https://www.youtube.com/globallandscapesforum)

 @GlobalLandscapesForum

 @GlobalLandscapesForum

 @globallandscapesforum